

## **Publications périodiques**

---

Comptes annuels

---

**BANQUE DE NOUVELLE CALEDONIE « BNC »**  
Société anonyme au capital de 12.097.944.000 F.CFP  
Siège social : 10, avenue du Maréchal Foch, Nouméa, Nouvelle-Calédonie  
047 688 001 R.C.S. Nouméa.

## **RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

**Exercice clos le 31 décembre 2017**

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2017, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Banque de Nouvelle Calédonie S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

### **Opinion sur les comptes annuels**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français tels qu'applicables en Nouvelle-Calédonie, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

### **Justification de nos appréciations**

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

#### **Estimations comptables :**

Provisionnement des risques de crédit

Comme indiqué dans les notes 2.3.2, 3.2, 3.9.2 et 5.8 de l'annexe aux comptes annuels, la Banque de Nouvelle Calédonie constitue des dépréciations et des provisions pour couvrir les risques de crédit inhérents à ses activités. Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et à leur couverture à l'actif par des dépréciations déterminées sur base individuelle, et au passif, par des provisions destinées à couvrir des risques clientèle non affectés.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

### **Vérifications et informations spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous ne sommes pas en mesure d'émettre une opinion sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le bilan social sur la situation financière et les comptes annuels en raison du fait que nous n'avons pu obtenir ce document à la date du présent rapport.

A l'exception de l'incidence éventuelle des faits exposés dans le paragraphe précédent, nous n'avons pas d'autres observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Nouméa et Paris La Défense le 13 mars 2018  
Les commissaires aux comptes  
PricewaterhouseCoopers Professional Services  
Claudine Billaux-Guinchard  
Associée

KPMG Audit FSI  
Xavier de Coninck  
Associé

## I.-BILAN ET HORS BILAN

### ACTIF

<i>en milliers de francs CFP</i>	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Caisses, banques centrales		21 376 684	7 643 774
Créances sur les établissements de crédit	3.1	44 616 364	60 014 411
Opérations avec la clientèle	3.2	216 478 267	224 092 292
Actions et autres titres à revenu variable	3.3	40 999	50 351
Participations et autres titres détenus à long terme	3.4	3 345 123	2 874 058
Parts dans les entreprises liées	3.4	192 348	192 348
Immobilisations incorporelles	3.6	773 105	808 126
Immobilisations corporelles	3.6	1 306 565	1 392 043
Autres actifs	3.8	615 563	1 056 971
Comptes de régularisation	3.9	2 581 624	2 717 460
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>291 326 642</b>	<b>300 841 834</b>

### Hors bilan

<i>en milliers de francs CFP</i>	Notes	31/12/2017	31/12/2016
<b>Engagements donnés</b>			
Engagements de financement	4.1	28 352 917	32 711 128
Engagements de garantie	4.1	25 153 486	24 242 066

### PASSIF

<i>en milliers de francs CFP</i>	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Dettes envers les établissements de crédit		91 191 594	106 910 030
Opérations avec la clientèle	3.1	169 719 245	159 573 770
Dettes représentées par un titre	3.5	0	2 900 102
Autres passifs		276 065	277 399
Comptes de régularisation		4 264 022	3 761 183
Provisions	3.6	1 536 947	1 492 835
Dettes subordonnées	3.7	1 193 340	4 415 473
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	3.8	392 137	392 137
<b>Capitaux propres hors FRBG</b>		<b>22 753 292</b>	<b>21 118 905</b>
Capital souscrit		12 097 944	12 097 944
Primes d'émission		5 803 904	5 803 904
Réserves		3 217 057	1 735 675
Report à nouveau		0	3 065
Résultat de l'exercice (+/-)		1 634 387	1 478 317
<b>TOTAL DU PASSIF</b>		<b>291 326 642</b>	<b>300 841 834</b>

### Hors bilan

<i>en milliers de francs CFP</i>	Notes	31/12/2017	31/12/2016
<b>Engagements reçus</b>			
Engagements de garantie		1 039 400	1 164 354

## II.-COMPTE DE RESULTAT

<i>en milliers de francs CFP</i>	Notes	Exercice 2017	Exercice 2016
Intérêts et produits assimilés	5.1	8 380 513	9 112 326
Intérêts et charges assimilés	5.1	-2 007 210	-2 764 705
Produits sur opérations de crédit bail et de locations simples	5.2	-322	-2 228
Revenus des titres à revenu variable	5.3	25 971	25 971
Commissions (produits)	5.4	2 121 291	2 059 616
Commissions (charges)	5.4	-473 707	-395 502
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	5.5	250 674	222 176
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	5.6	-9 352	-5 595
Autres produits d'exploitation bancaire	5.7	61 988	49 764
Autres charges d'exploitation bancaire	5.7	-66 550	-231 648
<b>Produit net bancaire</b>		<b>8 283 296</b>	<b>8 070 175</b>
Charges générales d'exploitation	5.8	-4 628 201	-4 478 419

Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		-286 102	-275 421
<b>Résultat brut d'exploitation</b>		<b>3 368 993</b>	<b>3 316 335</b>
Coût du risque	5.9	-510 944	-829 233
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>2 858 049</b>	<b>2 487 102</b>
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	5.10	-183 347	-162 302
<b>Résultat courant avant impôt</b>		<b>2 674 702</b>	<b>2 324 800</b>
Impôt sur les bénéfices	5.12	-1 040 315	-846 483
<b>RESULTAT NET</b>		<b>1 634 387</b>	<b>1 478 317</b>

### III.-NOTES ANNEXES AUX COMPTES INDIVIDUELS ANNUELS

#### Note 1.-Cadre général

##### 1.1 Le Groupe BPCE

Le Groupe BPCE (l'établissement est intégré aux comptes consolidés du Groupe BPCE, ces comptes sont disponibles au siège social de l'organe central BPCE SA ainsi que sur le site internet institutionnel de BPCE) dont fait partie la Banque de Nouvelle Calédonie comprend le réseau Banque Populaire, le réseau Caisse d'Epargne, l'organe central BPCE et ses filiales.

##### Les deux réseaux Banque Populaire et Caisse d'Epargne

Le Groupe BPCE est un groupe coopératif dont les sociétaires sont propriétaires des deux réseaux de banque de proximité : les 14 Banques Populaires et les 16 Caisses d'Epargne. Chacun des deux réseaux est détenteur à parité de BPCE, l'organe central du groupe.

Le réseau Banque Populaire comprend les Banques Populaires et les sociétés de caution mutuelle leur accordant statutairement l'exclusivité de leur cautionnement.

Le réseau Caisse d'Epargne comprend les Caisses d'Epargne et les sociétés locales d'épargne (SLE).

Les Banques Populaires sont détenues à hauteur de 100% par leurs sociétaires.

Le capital des Caisses d'Epargne est détenu à hauteur de 100% par les sociétés locales d'épargne. Au niveau local, les SLE sont des entités à statut coopératif dont le capital variable est détenu par les sociétaires. Elles ont pour objet d'animer le sociétariat dans le cadre des orientations générales de la Caisse d'Epargne à laquelle elles sont affiliées et elles ne peuvent pas effectuer d'opérations de banque.

##### BPCE

Organe central au sens de la Loi bancaire et établissement de crédit agréé comme banque, BPCE a été créé par la Loi n° 2009-715 du 18 juin 2009. BPCE est constitué sous forme de société anonyme à directoire et conseil de surveillance dont le capital est détenu à parité par les 14 Banques Populaires et les 16 Caisses d'Epargne.

Les missions de BPCE s'inscrivent dans la continuité des principes coopératifs des Banques Populaires et des Caisses d'Epargne.

BPCE est notamment chargé d'assurer la représentation des affiliés auprès des autorités de tutelle, de définir la gamme des produits et des services commercialisés, d'organiser la garantie des déposants, d'agréer les dirigeants et de veiller au bon fonctionnement des établissements du groupe.

En qualité de holding, BPCE exerce les activités de tête de groupe et détient les filiales communes aux deux réseaux dans le domaine de la banque de proximité et assurance, de la banque de financement et des services financiers et leurs structures de production. Il détermine aussi la stratégie et la politique de développement du groupe.

Les principales filiales de BPCE, dont Natixis, société cotée détenue à 71,0227% sont organisées autour de trois grands pôles :

- la Banque commerciale et Assurance (dont le Crédit Foncier, la Banque Palatine, BPCE International et les activités Assurance de Natixis) ;
- la Banque de Grande Clientèle ;
- et la Gestion d'actifs et de fortune.

Parallèlement, dans le domaine des activités financières, BPCE a notamment pour missions d'assurer la centralisation des excédents de ressources et de réaliser toutes les opérations financières utiles au développement et au refinancement du groupe, charge à lui de sélectionner l'opérateur de ces missions le plus efficace dans l'intérêt du groupe. Il offre par ailleurs des services à caractère bancaire aux entités du groupe.

##### BPCE International

BPCE International est une société anonyme à conseil d'administration dont le capital est intégralement détenu par BPCE.

Le Groupe BPCE International a pour vocation de porter les développements du Groupe BPCE à l'international et à l'outre-mer français du Pacifique.

Dans ce cadre, la holding anime et pilote la stratégie des banques du réseau. Elle assiste ses filiales en matière de développement commercial et de gestion financière et administrative.

BPCE International détient 96,93% du capital de la Banque de Nouvelle Calédonie au décembre 2017.

## 1.2 Mécanisme de garantie

Le système de garantie et de solidarité a pour objet, conformément à l'article L.512-107 6 du code monétaire et financier, de garantir la liquidité et la solvabilité du groupe et des établissements affiliés à BPCE, ainsi que d'organiser la solidarité financière au sein des réseaux Banque Populaire et Caisse d'Epargne.

BPCE est chargé de prendre toutes mesures nécessaires pour organiser la garantie de solvabilité du groupe ainsi que de chacun des réseaux, notamment en mettant en œuvre les mécanismes appropriés de solidarité interne du groupe et en créant un fonds de garantie commun aux deux réseaux dont il détermine les règles de fonctionnement, les modalités de déclenchement en complément des fonds des deux réseaux déjà existants ainsi que les contributions des établissements affiliés pour sa dotation et sa reconstitution.

BPCE gère ainsi le Fonds Réseau Banque Populaire, le Fonds Réseau Caisse d'Epargne et de Prévoyance et le Fonds de Garantie Mutuel.

Le **Fonds Réseau Banque Populaire** est constitué d'un dépôt de 450 millions d'euros effectué par les Banques dans les livres de BPCE sous la forme d'un compte à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelable.

Le **Fonds Réseau Caisse d'Epargne et de Prévoyance** fait l'objet d'un dépôt de 450 millions d'euros, effectué par les Caisses dans les livres de BPCE sous la forme d'un compte à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelable.

Le **Fonds de Garantie Mutuel** est constitué des dépôts effectués par les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne dans les livres de BPCE sous la forme de comptes à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelables. Le montant des dépôts par réseau est de 181,3 millions d'euros au 31 décembre 2017.

Le montant total des dépôts effectués auprès de BPCE au titre du Fonds Réseau Banques Populaires, du Fonds Réseau Caisses d'Epargne et de Prévoyance et du Fonds de Garantie Mutuel ne pourra être inférieur à 0,15% et ne pourra excéder 0,3% de la somme des actifs pondérés du groupe.

La constitution par une Banque Populaire ou une Caisse d'Epargne d'un dépôt donne lieu à l'affectation au fonds pour risques bancaires généraux de cet établissement d'un montant identifié équivalent, exclusivement au titre du système de garantie et de solidarité.

Les sociétés de caution mutuelle accordant statutairement l'exclusivité de leur cautionnement à une Banque Populaire bénéficient de la garantie de liquidité et de solvabilité de cette dernière avec laquelle elles sont agréées collectivement en application de l'article R.515-1 du Code monétaire et financier.

La liquidité et la solvabilité des Caisses de Crédit Maritime Mutuel sont garanties au premier niveau pour chaque Caisse considérée, par la Banque Populaire qui en est l'actionnaire de référence et l'opératrice au titre de l'adossement technique et fonctionnel de la Caisse à la Banque Populaire d'adossement.

La liquidité et la solvabilité des sociétés locales d'épargne sont garanties au premier niveau pour chaque société locale d'épargne considérée, par la Caisse d'Epargne et de Prévoyance dont la société locale d'épargne concernée est l'actionnaire.

Le directoire de BPCE a tout pouvoir pour mobiliser les ressources des différents contributeurs sans délai et selon l'ordre convenu, sur la base d'autorisations préalables délivrées à BPCE par les contributeurs.

## 1.3 Evénements significatifs

Aucun événement significatif n'est à signaler au titre de l'exercice 2017.

## 1.4 Evénements postérieurs à la clôture

Aucun événement postérieur à la clôture n'est à signaler.

## Note 2. Principes et méthodes comptables

### 2.1 Méthodes d'évaluation et de présentation appliquées

Les comptes individuels annuels de la Banque de Nouvelle Calédonie sont établis et présentés conformément aux règles définies par BPCE dans le respect du règlement n°2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

### 2.2 Changements de méthodes comptables

Aucun changement de méthodes comptables n'a affecté les comptes de l'exercice 2017.

Les textes adoptés par l'Autorité des normes comptables et d'application obligatoire en 2017 n'ont pas d'impact significatif sur les comptes individuels de l'établissement.

L'établissement n'anticipe pas l'application des textes adoptés par l'Autorité des normes comptables lorsqu'elle est optionnelle, sauf mention spécifique.

### 2.3 Principes comptables et méthodes d'évaluation

Les comptes de l'exercice sont présentés sous une forme identique à celle de l'exercice précédent. Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;

- indépendance des exercices ;

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique et tous les postes du bilan sont présentés, le cas échéant, nets d'amortissements, de provisions et de corrections de valeur.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

### 2.3.1 Opérations en devises

Les résultats sur opérations de change sont déterminés conformément au règlement n°2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Les créances, les dettes et les engagements hors bilan libellés en devises sont évalués au cours de change à la clôture de l'exercice. Les gains et pertes de change latents et définitifs sont enregistrés en compte de résultat. Les produits et les charges payés ou perçus sont enregistrés au cours du jour de la transaction.

Les immobilisations et titres de participation en devises financés en euros restent valorisés au coût d'acquisition.

Les opérations de change au comptant non dénouées sont valorisées au cours de clôture de l'exercice.

Les reports et déports sur les contrats de change à terme de couverture sont étalés *prorata temporis* en compte de résultat. Les autres contrats de change et les instruments financiers à terme en devises sont évalués au prix du marché. Les contrats de change à terme secs ou couverts par des instruments à terme sont réévalués au cours du terme restant à courir. Les swaps cambistes s'enregistrent comme des opérations couplées d'achats au comptant et de ventes à terme de devises. Les swaps financiers de devises sont assujettis aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

### 2.3.2 Opérations avec les établissements de crédit et la clientèle

Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances détenues au titre d'opérations bancaires à l'exception de celles matérialisées par un titre. Elles comprennent les valeurs reçues en pension, quel que soit le support, et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées entre créances à vue et créances à terme. Les créances sur les établissements de crédit sont inscrites au bilan à leur valeur nominale ou à leur coût d'acquisition pour les rachats de créances, augmentés des intérêts courus non échus et nets des dépréciations constituées au titre du risque de crédit.

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit, à l'exception de ceux matérialisés par un titre, les valeurs reçues en pension et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées en créances commerciales, comptes ordinaires débiteurs et autres concours à la clientèle. Les crédits à la clientèle émis sont inscrits au bilan à leur valeur nominale ou à leur coût d'acquisition pour les rachats de créances, augmentés des intérêts courus non échus et nets des dépréciations constituées au titre du risque de crédit. Les commissions et coûts marginaux de transaction qui font l'objet d'un étalement sont intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les dettes envers les établissements de crédit sont présentées selon leur durée initiale (à vue ou à terme) et les dettes envers la clientèle sont présentées selon leur nature (comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts de la clientèle). Sont incluses, en fonction de leur contrepartie, les opérations de pension matérialisées par des titres ou des valeurs. Les intérêts courus sont enregistrés en dettes rattachées.

Les garanties reçues sont enregistrées en comptabilité en hors bilan. Elles font l'objet de réévaluations périodiques. La valeur comptable de l'ensemble des garanties prises sur un même crédit est limitée à l'encours de ce crédit.

### Créances restructurées

Les créances restructurées au sens du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) sont des créances douteuses qui font l'objet d'une modification des caractéristiques initiales (durée, taux d'intérêt) des contrats afin de permettre aux contreparties de rembourser les encours dus.

Lors de la restructuration, le prêt fait l'objet d'une décote d'un montant égal à l'écart entre l'actualisation des flux contractuels initialement attendus et l'actualisation des flux futurs attendus de capital et d'intérêts issus de la restructuration. Le taux d'actualisation est le taux d'intérêt effectif d'origine pour les prêts à taux fixe ou le dernier taux effectif avant la date de restructuration pour les prêts à taux variable. Le taux effectif correspond au taux contractuel. Cette décote est inscrite, au résultat, en coût du risque et, au bilan, en diminution de l'encours correspondant. Elle est rapportée au compte de résultat, dans la marge d'intérêt, selon un mode actuariel sur la durée du prêt.

Une créance restructurée peut-être reclassée en encours sains lorsque les nouvelles échéances sont respectées. Lorsque la créance ayant fait l'objet d'une première restructuration présente à nouveau une échéance impayée, quelles qu'aient été les conditions de la restructuration, la créance est déclassée en créance douteuse.

### Créances douteuses

Les créances douteuses sont constituées de l'ensemble des encours échus et non échus, garantis ou non, dus par les débiteurs dont un concours au moins présente un risque de crédit avéré, identifié de manière individuelle. Un risque est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, nonobstant l'existence de garantie ou de caution.

L'identification en encours douteux est effectuée conformément aux dispositions du règlement n°2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) notamment en cas de créances impayées depuis plus de trois mois, six mois en matière immobilière et 9 mois pour les créances sur les collectivités territoriales.

Un encours douteux compromis est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé. Les créances déchues de leur terme, les contrats de crédit-bail résiliés, les concours à durée indéterminée dont la clôture a été notifiée sont présumés devoir être inscrits en douteux compromis. L'existence de garanties couvrant la quasi-totalité des risques et les conditions d'évolution de la créance douteuse doivent être prises en considération pour qualifier un encours douteux de compromis et pour quantifier la dépréciation. Un an après sa classification en encours douteux, un encours douteux est présumé être compromis sauf si le passage en perte à terme n'est pas envisagé. Le classement d'un encours douteux en douteux compromis n'entraîne pas le classement par « contagion » dans cette dernière catégorie des autres encours et engagements douteux relatifs à la contrepartie concernée.

Les intérêts courus et ou échus non perçus sur créances douteuses sont comptabilisés en produits d'exploitation bancaire et dépréciés à due concurrence. Lorsque la créance est qualifiée de compromise, les intérêts courus non encaissés ne sont plus comptabilisés.

Plus généralement, les créances douteuses sont réinscrites en encours sains quand les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles, et lorsque la contrepartie ne présente plus de risque de défaillance.

### **Opérations de pension**

Les opérations de pension livrée sont comptabilisées conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) complété par l'instruction n° 94-06 modifiée de la Commission bancaire.

Les éléments d'actif mis en pension sont maintenus au bilan du cédant, qui enregistre au passif le montant encaissé, représentatif de sa dette à l'égard du cessionnaire. Le cessionnaire enregistre à l'actif le montant versé représentatif de sa créance à l'égard du cédant. Lors des arrêtés comptables, les actifs mis en pension, ainsi que la dette à l'égard du cessionnaire ou la créance sur le cédant, sont évalués selon les règles propres à chacune de ces opérations.

### **Dépréciation**

Les créances, dont le recouvrement est devenu incertain, donnent lieu à la constitution de dépréciations, inscrites en déduction de l'actif, destinées à couvrir le risque de perte. Les dépréciations sont calculées créance par créance en tenant compte de la valeur actuelle des garanties reçues. Elles sont déterminées selon une fréquence au moins trimestrielle et sur la base de l'analyse du risque et des garanties disponibles. Les dépréciations couvrent au minimum les intérêts non encaissés sur encours douteux.

Les dépréciations pour pertes probables avérées couvrent l'ensemble des pertes prévisionnelles, calculées par différence entre les capitaux restant dus et les flux prévisionnels actualisés selon le taux effectif. Les flux prévisionnels sont déterminés selon les catégories de créances sur la base d'historiques de pertes et/ou à dire d'expert puis sont positionnés dans le temps sur la base d'échéanciers déterminés selon des historiques de recouvrement.

Les dotations et les reprises de dépréciation constatées pour risque de non recouvrement sont enregistrées en « Coût du risque » à l'exception des dépréciations relatives aux intérêts sur créances douteuses présentées, comme les intérêts ainsi dépréciés, en « Intérêts et produits assimilés ».

La reprise de la dépréciation liée au seul passage du temps est enregistrée en « Coût du risque ».

Quand le risque de crédit est identifié, non pas sur base individuelle, mais sur la base d'un portefeuille d'encours présentant des caractéristiques de risques similaires et pour lequel les informations disponibles permettent d'anticiper un risque de défaillance et de pertes à l'échéance, il est constaté sous forme de provision au passif.

Les créances irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

### **2.3.3 Titres**

Le terme « titres » recouvre les titres du marché interbancaire, les bons du Trésor et les autres titres de créances négociables, les obligations et les autres valeurs mobilières dites à revenu fixe (c'est-à-dire à rendement non aléatoire), les actions et les autres titres à revenu variable.

Les opérations sur titres sont régies au plan comptable par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) qui définit les règles générales de comptabilisation et de valorisation des titres ainsi que les règles relatives à des opérations particulières de cession comme les cessions temporaires de titres.

Les titres sont classés dans les catégories suivantes : titres de participation et parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme, titres d'investissement, titres de l'activité de portefeuille, titres de placement et titres de transaction.

Pour les titres de transaction, de placement, d'investissement ainsi que de l'activité de portefeuille, les risques de défaillance avérés de la contrepartie dont les impacts peuvent être isolés font l'objet de dépréciations. Les mouvements de dépréciations sont inscrits en coût du risque.

### **Titres de transaction**

Il s'agit des titres acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme. Pour être éligible dans cette catégorie, les titres doivent, à la date de comptabilisation initiale, être négociables sur un marché actif et les prix du marché doivent être accessibles et représentatifs de transactions réelles intervenant régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale. Il peut s'agir de titres à revenu fixe ou de titres à revenu variable.

Les titres de transaction sont enregistrés pour leur prix d'acquisition frais exclus, en incluant le cas échéant les intérêts courus. En cas de vente à découvert, la dette est inscrite au passif pour le prix de vente des titres, frais exclus.

A la clôture, ils sont évalués au prix de marché du jour le plus récent : le solde global des différences résultant des variations de cours est porté au compte de résultat. Pour les parts d'OPCVM et de FCP, les valeurs de marché correspondent aux valeurs liquidatives disponibles dans le contexte de marché en vigueur à la date d'arrêté.

Les titres enregistrés parmi les titres de transaction ne peuvent, sauf situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ou en cas de disparition d'un marché actif pour les titres à revenu fixe, être transférés vers une autre catégorie comptable, et continuent à suivre les règles de présentation et de valorisation des titres de transaction jusqu'à leur sortie de bilan par cession, remboursement intégral, ou passage en pertes.

La Banque de Nouvelle Calédonie ne détient pas de titres de transaction.

### **Titres de placement**

Sont considérés comme des titres de placement, les titres qui ne sont inscrits dans aucune autre catégorie.

Les titres de placement sont enregistrés pour leur prix d'acquisition frais exclus.

Le cas échéant, pour les titres à revenu fixe, les intérêts courus sont constatés dans des comptes rattachés en contrepartie du compte de résultat au poste « Intérêts et produits assimilés ».

La différence éventuelle entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement (prime ou décote) des titres à revenu fixe est rapportée au compte de résultat sur la durée résiduelle du titre en utilisant la méthode actuarielle.

Les titres de placement sont évalués au plus bas de leur prix d'acquisition ou de leur prix de marché. Pour les parts d'OPCVM et de FCP, les valeurs de marché correspondent aux valeurs liquidatives disponibles dans le contexte de marché en vigueur à la date d'arrêté.

Les moins-values latentes font l'objet d'une dépréciation qui peut être appréciée par ensembles homogènes de titres, sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres.

Les gains, provenant des éventuels instruments de couverture, au sens de l'article 2514-1 du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), sont pris en compte pour le calcul des dépréciations. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les plus et moins-values de cession réalisées sur les titres de placement, ainsi que les dotations et reprises de dépréciations sont enregistrées dans la rubrique « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés ».

### **Titres d'investissement**

Ce sont des titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixe qui ont été acquis ou reclassés de la catégorie « Titres de transaction » ou de la catégorie « Titres de placement » avec l'intention manifeste et la capacité de les détenir jusqu'à l'échéance. Les titres ne doivent pas être soumis à une contrainte existante, juridique ou autre, qui serait susceptible de remettre en cause l'intention de détention jusqu'à l'échéance des titres. Le classement en titres d'investissement ne fait pas obstacle à leur désignation comme éléments couverts contre le risque de taux d'intérêt.

La Banque de Nouvelle Calédonie ne détient pas de titres d'investissement.

### **Titres de l'activité de portefeuille**

L'activité de portefeuille consiste à investir avec pour objectif d'en retirer un gain en capital à moyen terme, sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de l'entreprise émettrice, ni de participer activement à sa gestion opérationnelle. Il ne peut s'agir en principe que de titres à revenu variable. Cette activité doit être exercée de manière significative et permanente dans un cadre structuré procurant une rentabilité récurrente provenant principalement des plus-values de cession réalisées.

La Banque de Nouvelle Calédonie ne détient pas de titres de l'activité de portefeuille.

### **Titres de participation et parts dans les entreprises liées**

Relèvent de cette catégorie les titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'entreprise car elle permet notamment d'exercer une influence notable sur les organes d'administration des sociétés émettrices ou d'en assurer le contrôle. Les titres de participation et parts dans les entreprises liées sont enregistrés pour leur prix d'acquisition frais inclus si les montants sont significatifs.

A la clôture de l'exercice, ils sont individuellement évalués au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est appréciée notamment au regard de critères tels que le caractère stratégique, la volonté de soutien ou de conservation, le cours de bourse, l'actif net comptable, l'actif net réévalué, des éléments prévisionnels. Les moins-values latentes, calculées par lignes de titres, font l'objet d'une dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes constatées. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.



Les titres enregistrés parmi les titres de participation et parts dans les entreprises liées ne peuvent être transférés vers une autre catégorie comptable.

#### **Autres titres détenus à long terme**

Ce sont des titres acquis afin de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influence dans la gestion de l'entreprise dont les titres sont détenus en raison du faible pourcentage des droits de vote qu'ils représentent.

Les autres titres détenus à long terme sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus.

Ils figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité. Cette dernière, pour les titres cotés ou non, correspond à ce que l'entreprise accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention. Les moins-values latentes font obligatoirement l'objet d'une dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres enregistrés parmi les autres titres détenus à long terme ne peuvent être transférés vers une autre catégorie comptable.

#### **Reclassement d'actifs financiers**

Dans un souci d'harmonisation et de cohérence avec les normes IFRS, le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) reprend les dispositions de l'avis n° 2008-19 du 8 décembre 2008 relatif aux transferts de titres hors de la catégorie « Titres de transaction » et hors de la catégorie « Titres de placement ».

Le reclassement hors de la catégorie « Titres de transaction », vers les catégories « Titres d'investissement » et « Titres de placement » est désormais possible dans les deux cas suivants :

- dans des situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ;
- lorsque des titres à revenu fixe ne sont plus, postérieurement à leur acquisition, négociables sur un marché actif et si l'établissement a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à leur échéance.

Le transfert de la catégorie « Titres de placement » vers la catégorie « Titres d'investissement » est applicable à la date de transfert dans l'une ou l'autre des conditions suivantes :

- dans des situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ;
- lorsque les titres à revenu fixe ne sont plus négociables sur un marché actif.

A noter que le Conseil national de la comptabilité, dans son communiqué du 23 mars 2009, précise que « les possibilités de transferts de portefeuille, en particulier du portefeuille de titres de placement vers le portefeuille de titres d'investissement telles qu'elles étaient prévues par l'article 19 du règlement CRB n°90-01 avant sa mise à jour par le règlement n° 2008-17 du CRC restent en vigueur et ne sont pas abrogées par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Le règlement n° 2008-17 du CRC remplacé par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) prévoyant des possibilités additionnelles de transferts entre portefeuilles, ces nouvelles possibilités de transferts complètent celles précédemment définies, et ce, à compter de la date d'application de ce règlement le 1<sup>er</sup> juillet 2008.

Par conséquent, un reclassement du portefeuille de titres de placement vers le portefeuille de titres d'investissement demeure possible sur simple changement d'intention, si au jour du transfert, tous les critères du portefeuille d'investissement sont remplis.

La Banque de Nouvelle Calédonie n'a pas enregistré de reclassement d'actifs financiers pendant l'exercice écoulé.

#### **2.3.4 Immobilisations incorporelles et corporelles**

Les règles de comptabilisation des immobilisations sont définies par le règlement n° 2014-03 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

##### **Immobilisations incorporelles**

Une immobilisation incorporelle est un actif non monétaire sans substance physique. Les immobilisations incorporelles sont inscrites pour leur coût d'acquisition qui comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Elles sont amorties selon leur durée probable d'utilisation.

Les logiciels sont amortis sur une durée maximum 5 ans. La quote-part d'amortissement supplémentaire dont peuvent bénéficier les logiciels, en application des dispositions fiscales, est inscrite en amortissement dérogatoire.

Les fonds de commerce ne sont pas amortis mais font l'objet, le cas échéant, de dépréciations.

Les droits au bail sont amortis de manière linéaire, sur la durée de vie résiduelle du bail et font l'objet de dépréciations si nécessaire par rapport à la valeur de marché.

##### **Immobilisations corporelles**

Une immobilisation corporelle est un actif physique détenu, soit pour être utilisé dans la production ou la fourniture de biens ou de services, soit pour être loué à des tiers, soit à des fins de gestion interne et dont l'entité attend qu'il soit utilisé au-delà de l'exercice en cours.

Les constructions étant des actifs composés de plusieurs éléments ayant des utilisations différentes dès l'origine, chaque élément est comptabilisé séparément à sa valeur d'acquisition et un plan d'amortissement propre à chacun des composants est retenu.

Le montant amortissable est la valeur brute sous déduction de la valeur résiduelle lorsque cette dernière est mesurable, significative et durable. Les principaux composants des constructions sont amortis selon la durée de consommation des avantages économiques attendus, soit en général la durée de vie du bien :

Postes	Durée
Murs, fondations, charpentes et cloisons fixes	20 à 50 ans
Toitures	25 ans
Ascenseurs	15 ans
Installations de chauffage ou de climatisation	10 ans
Eléments de signalétique et façade	5 à 10 ans
Ouvrants (portes et fenêtres)	20 ans
Clôtures	10 ans
Matériel de sécurité	5 à 7 ans
Câblages	10 ans
Autres agencements et installations des constructions	10 ans

Les autres immobilisations corporelles sont inscrites à leur coût d'acquisition, à leur coût de production ou à leur coût réévalué. Le coût des immobilisations libellé en devises est converti en euros au cours du jour de l'opération. Les biens sont amortis selon la durée de consommation des avantages économiques attendus, soit en général la durée de vie du bien.

Le cas échéant, les immobilisations peuvent faire l'objet d'une dépréciation.

Les immeubles de placement constituent des immobilisations hors exploitation et sont comptabilisés suivant la méthode des composants.

### 2.3.5 Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support : bons de caisse, titres du marché interbancaire et titres de créances négociables, titres obligataires et assimilés, à l'exclusion des titres subordonnés qui sont classés sur une ligne spécifique au passif.

Les intérêts courus non échus attachés à ces titres sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les frais d'émission sont pris en charge dans la totalité de l'exercice ou étalés sur la durée de vie des emprunts correspondants. Les primes d'émission et de remboursement sont étalées sur la durée de la vie de l'emprunt par le biais d'un compte de charges à répartir.

Pour les dettes structurées, en application du principe de prudence, seule la partie certaine de la rémunération ou du principal est comptabilisée. Un gain latent n'est pas enregistré. Une perte latente fait l'objet d'une provision.

### 2.3.6 Dettes subordonnées

Les dettes subordonnées regroupent les fonds provenant de l'émission de titres ou d'emprunts subordonnés, à durée déterminée ou à durée indéterminée, et les dépôts de garantie à caractère mutuel. Le remboursement en cas de liquidation du débiteur n'est possible qu'après désintéressement des autres créanciers.

Les intérêts courus à verser attachés aux dettes subordonnées sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

### 2.3.7 Provisions

Ce poste recouvre les provisions destinées à couvrir des risques et des charges directement liés ou non liés à des opérations bancaires au sens de l'article L311-1 du Code monétaire et financier et des opérations connexes définies à l'article L311-2 de ce même code, nettement précisées quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise. A moins d'être couverte par un texte spécifique, la constitution de telles provisions est subordonnée à l'existence d'une obligation envers un tiers à la clôture et à l'absence de contrepartie équivalente attendue de ce tiers, conformément aux dispositions du règlement n° 2014-03 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Il comprend notamment une provision pour engagements sociaux et une provision pour risques de contrepartie.

### Engagements sociaux

Les avantages versés au personnel sont comptabilisés en application de la recommandation n° 2013-R-02 de l'Autorité des normes comptables. Ils sont classés en 4 catégories :

- Avantages à court terme

Les avantages à court terme recouvrent principalement les salaires, congés annuels, intéressement, participation, primes payés dans les douze mois de la clôture de l'exercice et se rattachant à cet exercice. Ils sont comptabilisés en charge de l'exercice y compris pour les montants restant dus à la clôture.

- **Avantages à long terme**

Les avantages à long terme sont des avantages généralement liés à l'ancienneté, versés à des salariés en activité et payés au-delà de douze mois de la clôture de l'exercice; il s'agit en particulier des primes pour médaille du travail. Ces engagements font l'objet d'une provision correspondant à la valeur des engagements à la clôture.

Ces derniers sont évalués selon une méthode actuarielle tenant compte d'hypothèses démographiques et financières telles que l'âge, l'ancienneté, la probabilité de présence à la date d'attribution de l'avantage et le taux d'actualisation. Ce calcul opère une répartition de la charge dans le temps en fonction de la période d'activité des membres du personnel (méthode des unités de crédits projetées).

- **Indemnités de fin de contrat de travail**

Il s'agit des indemnités accordées aux salariés lors de la résiliation de leur contrat de travail avant le départ en retraite, que ce soit en cas de licenciement ou d'acceptation d'un plan de départ volontaire. Les indemnités de fin de contrat de travail font l'objet d'une provision. Celles qui sont versées plus de douze mois après la date de clôture donnent lieu à actualisation.

- **Avantages postérieurs à l'emploi**

Les avantages au personnel postérieurs à l'emploi recouvrent les indemnités de départ en retraite, les retraites et avantages aux retraités.

Ces avantages peuvent être classés en deux catégories : les régimes à cotisations définies (non représentatifs d'un engagement à provisionner pour l'entreprise) et les régimes à prestations définies (représentatifs d'un engagement à la charge de l'entreprise et donnant lieu à évaluation et provisionnement).

Les engagements sociaux qui ne sont pas couverts par des cotisations passées en charge et versées à des fonds de retraite ou d'assurance sont provisionnés au passif du bilan.

La méthode d'évaluation utilisée est identique à celle décrite pour les avantages à long terme.

La comptabilisation des engagements tient compte de la valeur des actifs constitués en couverture des engagements et des éléments actuariels non-reconnus.

Les écarts actuariels des avantages postérieurs à l'emploi, représentatifs des différences liées aux hypothèses de calcul (départs anticipés, taux d'actualisation, etc.) ou constatées entre les hypothèses actuarielles et les calculs réels (rendement des actifs de couverture, etc.) sont amortis selon la règle dite du corridor, c'est-à-dire pour la partie qui excède une variation de plus ou moins 10% des engagements ou des actifs.

La charge annuelle au titre des régimes à prestations définies comprend le coût des services rendus de l'année, le coût financier net lié à l'actualisation des engagements nets des actifs de couverture, et le coût des services passés et éventuellement l'amortissement des éléments non reconnus que sont les écarts actuariels.

### **Provisions épargne logement**

Les comptes épargne logement (CEL) et les plans épargne logement (PEL) sont des produits d'épargne proposés aux particuliers dont les caractéristiques sont définies par la loi de 1965 sur l'épargne logement et les décrets pris en application de cette loi.

Le régime d'épargne logement génère des engagements de deux natures pour les établissements qui commercialisent ces produits :

- l'engagement de devoir, dans le futur, accorder à la clientèle des crédits à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat pour les PEL ou à un taux fonction de la phase d'épargne pour les contrats CEL ;
- l'engagement de devoir rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée pour les PEL ou à un taux fixé chaque semestre en fonction d'une formule d'indexation fixée par la loi pour les contrats de CEL.

Les engagements présentant des conséquences potentiellement défavorables sont évalués pour chacune des générations de plans d'épargne logement d'une part et pour l'ensemble des comptes épargne logement d'autre part.

Les risques attachés à ces engagements sont couverts par une provision dont le montant est déterminé par l'actualisation des résultats futurs dégagés sur les encours en risques :

- l'encours d'épargne en risque correspond au niveau d'épargne futur incertain des plans existant à la date de calcul de la provision. Il est estimé statistiquement en tenant compte du comportement des souscripteurs épargnants, pour chaque période future, par différence entre les encours d'épargne probables et les encours d'épargne minimum attendus ;
- l'encours de crédits en risque correspond aux encours de crédits déjà réalisés mais non encore échus à la date de calcul et des crédits futurs estimés statistiquement en tenant compte du comportement de la clientèle et des droits acquis et projetés attachés aux comptes et plans d'épargne logement.

Les résultats des périodes futures sur la phase d'épargne sont déterminés, pour une génération considérée, par différence entre le taux réglementé offert et la rémunération attendue pour un produit d'épargne concurrent.

Les résultats des périodes futures sur la phase de crédit sont déterminés par différence entre le taux fixé à l'ouverture du contrat pour les PEL ou à un taux fonction de la phase d'épargne pour les contrats de CEL, et le taux anticipé des prêts à l'habitat non réglementés.

Lorsque la somme algébrique de la mesure des engagements futurs sur la phase d'épargne et sur la phase de crédit d'une même génération de contrats traduit une situation potentiellement défavorable, une provision est constituée, sans compensation entre les générations. Les engagements sont estimés par application de la méthode Monte-Carlo pour traduire l'incertitude sur les évolutions potentielles des taux d'intérêt et leurs conséquences sur les comportements futurs modélisés des clients et sur les encours en risque.

La provision est inscrite au passif du bilan et les variations sont enregistrées en produit net bancaire.

### 2.3.8 Fonds pour risques bancaires généraux

Ces fonds sont destinés à couvrir les risques inhérents aux activités de l'entité, conformément aux conditions requises par l'article 3 du règlement n° 90-02 du CRBF.

Ils comprennent également les montants dotés aux fonds constitués dans le cadre du mécanisme de garantie (cf. § 1.2).

### 2.3.9 Instruments financiers à terme

Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux d'intérêt, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits dans les comptes de hors bilan pour la valeur nominale des contrats. A la date de clôture, le montant de ces engagements représente le volume des opérations non dénouées à la clôture.

Les principes comptables appliqués diffèrent selon la nature des instruments et les intentions des opérateurs à l'origine.

#### Opérations fermes

Les contrats d'échange de taux et assimilés (accords de taux futurs, garantie de taux plancher et plafond) sont classés selon le critère de l'intention initiale dans les catégories suivantes :

- microcouverture (couverture affectée) ;
- macrocouverture (gestion globale de bilan) ;
- positions spéculatives / positions ouvertes isolées ;
- gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction.

Les montants perçus ou payés concernant les deux premières catégories sont comptabilisés *prorata temporis* dans le compte de résultat.

Les charges et produits d'instruments utilisés à titre de couverture d'un élément ou d'un ensemble d'éléments homogènes sont enregistrés en résultat de manière symétrique à la prise en compte des produits et charges sur les éléments couverts. Les éléments de résultat de l'instrument de couverture sont comptabilisés dans le même poste que les produits et charges concernant les éléments couverts en « Intérêts et produits assimilés » et « Intérêts et charges assimilées ». Le poste « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation » est utilisé lorsque les éléments couverts sont inclus dans le portefeuille de négociation.

En cas de surcouverture caractérisée, une provision pourra être constituée sur l'instrument de couverture, à hauteur de la quote-part en surcouverture, si l'instrument est en moins-value latente. Dans ce cas, la dotation aux provisions affectera le poste « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation ».

Les charges et produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet de couvrir et de gérer un risque global de taux sont inscrits *prorata temporis* en compte de résultat au poste « Intérêts et produits assimilés » et « Intérêts et charges assimilées ». Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

Les charges et les produits relatifs à certains contrats constituant des positions ouvertes isolées sont enregistrés dans les résultats au dénouement des contrats ou *prorata temporis* selon la nature de l'instrument.

La comptabilisation des plus ou moins-values latentes est fonction de la nature des marchés concernés (organisés et assimilés ou de gré à gré).

Sur les marchés de gré à gré (qui incluent les opérations traitées en chambres de compensation), les pertes latentes éventuelles, constatées par rapport à la valeur de marché, font l'objet d'une provision. Les plus-values latentes ne sont pas enregistrées.

Sur les marchés organisés ou assimilés, les instruments bénéficient d'une cotation permanente et d'une liquidité suffisante pour justifier leur valorisation au prix de marché.

Les contrats relevant de la gestion spécialisée sont valorisés en tenant compte d'une décote pour risque de contrepartie et valeur actualisée des frais de gestion futurs, si ces ajustements de valorisation sont significatifs. Les dérivés traités avec une contrepartie membre du mécanisme de solidarité du Groupe BPCE (cf. note 1.2.) ne font pas l'objet de ces ajustements de valorisation. Les variations de valeur d'un arrêté comptable à l'autre sont inscrites immédiatement en compte de résultat au poste « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation ».

Les soultes de résiliation ou d'assignation sont comptabilisées comme suit :

- pour les opérations classées en gestion spécialisée ou en position ouverte isolée, les soultes sont rapportées immédiatement en compte de résultat ;
- pour les opérations de microcouverture et de macrocouverture, les soultes sont soit amorties sur la durée de vie résiduelle de l'élément anciennement couvert soit rapportées immédiatement en compte de résultat.

#### Opérations conditionnelles

Le montant notionnel de l'instrument sous-jacent sur lequel porte l'option ou le contrat à terme est enregistré en distinguant les contrats de couverture des contrats négociés dans le cadre d'opérations de marché.

Pour les opérations sur options de taux d'intérêt, de change ou sur actions, les primes payées ou encaissées sont enregistrées en compte d'attente. A la clôture de l'exercice, ces options font l'objet d'une valorisation portée en compte de résultat dans le cas de produits cotés sur un marché organisé ou assimilé. Pour les marchés de gré à gré, seules les moins-values font l'objet d'une provision et les plus-values latentes ne sont pas enregistrées. Lors de la revente, du rachat, de l'exercice ou à l'expiration, les primes sont enregistrées immédiatement en compte de résultat.

Pour les opérations de couverture, les produits et charges sont rapportés de manière symétrique à ceux afférents à l'élément couvert. Les instruments conditionnels vendeurs ne sont pas éligibles au classement en macrocouverture.

Les marchés de gré à gré peuvent être assimilés à des marchés organisés lorsque les établissements qui jouent le rôle de mainteneurs de marchés garantissent des cotations permanentes dans des fourchettes réalistes ou lorsque des cotations de l'instrument financier sous-jacent s'effectuent elles-mêmes sur un marché organisé.

### 2.3.10 Intérêts et assimilés - Commissions

Les intérêts et les commissions assimilables par nature à des intérêts sont enregistrés en compte de résultat *prorata temporis*.

Le groupe a choisi l'option suivante concernant les intérêts négatifs :

- lorsque la rémunération d'un actif est négative, elle est présentée au compte de résultat en diminution des produits d'intérêts ;
- lorsque la rémunération d'un passif est positive, elle est présentée au compte de résultat en diminution des charges d'intérêts.

Les commissions et coûts liées à l'octroi ou à l'acquisition d'un concours sont notamment assimilés à des compléments d'intérêts et sont étalés sur la durée de vie effective du crédit au prorata du capital restant dû.

Les autres commissions sont enregistrées selon la nature de la prestation :

- commissions rémunérant une prestation instantanée : enregistrement lors de l'achèvement des prestations ;
- commissions rémunérant une prestation continue ou discontinue avec plusieurs échéances successives échelonnées : enregistrement au fur et à mesure de l'exécution de la prestation.

### 2.3.11 Revenus des titres

Les dividendes sont comptabilisés dès que leur paiement a été décidé par l'organe compétent. Ils sont enregistrés en « Revenus des titres à revenu variable ».

Les revenus d'obligations ou des titres de créances négociables sont comptabilisés pour la partie courue dans l'exercice. Il en est de même pour les titres supersubordonnés à durée indéterminée répondant à la définition d'un instrument de fonds propres prudentiels Tier 1. Le groupe considère en effet que ces revenus ont le caractère d'intérêts.

### 2.3.12 Contributions aux mécanismes de résolution bancaire

Les modalités de constitution du fonds de garantie des dépôts et de résolution ont été modifiées par un arrêté du 27 octobre 2015. En 2016, l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR), dans sa décision n°2016-C-51 du 10 octobre 2016, a arrêté une méthode de calcul par stock des contributions pour le mécanisme des dépôts. Pour le fonds de garantie des dépôts, le montant cumulé des contributions versées à la disposition du fonds au titre des mécanismes de dépôts, cautions et titres représente 156,8 milliers d'euros. Les cotisations (contributions non remboursables en cas de retrait volontaire d'agrément) représentent 11,6 milliers d'euros. Les contributions versées sous forme de certificats d'associé ou d'association et de dépôts de garantie espèces qui sont inscrites à l'actif du bilan s'élèvent à 1217,5 milliers d'euros.

La directive 2014/59/UE dite BRRD (Bank Recovery and Resolution Directive) qui établit un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et le règlement européen 806/2014 (règlement MRU) ont instauré la mise en place d'un fonds de résolution à partir de 2015. En 2016, ce fonds devient un Fonds de Résolution Unique (FRU) entre les États membres participants au Mécanisme de surveillance unique (MSU). Le FRU est un dispositif de financement de la résolution à la disposition de l'autorité de résolution (Conseil de Résolution Unique). Celle-ci pourra faire appel à ce fonds dans le cadre de la mise en œuvre des procédures de résolution.

En 2017, conformément au règlement délégué 2015/63 et au règlement d'exécution 2015/81 complétant la directive BRRD sur les contributions ex-ante aux dispositifs de financement pour la résolution, le Conseil de Résolution Unique a déterminé les contributions pour l'année 2017. Le montant des contributions versées à la disposition du fonds représente pour l'exercice est nul pour la Banque de Nouvelle Calédonie. Le cumul des contributions qui sont inscrites à l'actif du bilan s'élève à 117,7 milliers d'euros.

## Note 3. Informations sur le bilan

Sauf information contraire, les notes explicatives sur les postes du bilan sont présentées nettes d'amortissements et de dépréciations.

Certaines informations relatives au risque de crédit requises par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) sont présentées dans le rapport de gestion des risques. Elles font partie des comptes certifiés par les commissaires aux comptes.

### 3.1 Opérations interbancaires

#### ACTIF

<i>en milliers de francs CFP</i>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
Comptes ordinaires	12 126 728	27 407 323
<b>Créances à vue</b>	<b>12 126 728</b>	<b>27 407 323</b>
Comptes et prêts à terme	32 467 402	32 585 713
<b>Créances à terme</b>	<b>32 467 402</b>	<b>32 585 713</b>
<b>Créances rattachées</b>	<b>22 234</b>	<b>21 375</b>
<b>TOTAL</b>	<b>44 616 364</b>	<b>60 014 411</b>

Les créances sur opérations avec les établissements du groupe BPCE se décomposent en 543.628 milliers de francs CFP à vue et 25.881.320 milliers de francs CFP à terme.

La centralisation à la Caisse des dépôts et consignations de la collecte du Livret A représente 4.367.571 milliers de francs CFP au 31 décembre 2017.

#### PASSIF

<i>en milliers de francs CFP</i>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
Comptes ordinaires créditeurs	423 965	391 341
Autres sommes dues	57 542	5 274
<b>Dettes à vue</b>	<b>481 507</b>	<b>396 615</b>
Comptes et emprunts à terme	86 171 761	102 039 846
Valeurs et titres donnés en pension à terme	4 275 270	4 197 181
Dettes rattachées à terme	263 056	276 388
<b>Dettes à terme</b>	<b>90 710 087</b>	<b>106 513 415</b>
<b>TOTAL</b>	<b>91 191 594</b>	<b>106 910 030</b>

Les dettes sur opérations avec les établissements du groupe BPCE se décomposent en 408.112 milliers de francs CFP à vue et 84.200.574 milliers de francs CFP à terme.

### 3.2 Opérations avec la clientèle

#### 3.2.1 Opérations avec la clientèle

<b>Actif</b> <i>en milliers de francs CFP</i>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
<b>Comptes ordinaires débiteurs</b>	<b>8 063 964</b>	<b>7 190 211</b>
<b>Créances commerciales</b>	<b>671 776</b>	<b>709 383</b>
Crédits de trésorerie et de consommation	35 081 820	34 098 337
Crédits à l'équipement	58 553 708	63 601 722
Crédits à l'habitat	102 026 008	106 966 865
Autres crédits à la clientèle	6 928 721	6 839 164
Autres	763 136	835 517
<b>Autres concours à la clientèle</b>	<b>203 353 393</b>	<b>212 341 605</b>
<b>Créances rattachées</b>	<b>675 116</b>	<b>887 949</b>
<b>Créances douteuses</b>	<b>6 594 298</b>	<b>5 462 203</b>
<b>Dépréciations des créances sur la clientèle</b>	<b>-2 880 280</b>	<b>-2 499 059</b>
<b>TOTAL CREANCES SUR LA CLIENTELE</b>	<b>216 478 267</b>	<b>224 092 292</b>

*Dont créances restructurées*

113 659

693 286

*Dont créances restructurées reclassées en encours sains*

71 920

117 319

Les créances sur la clientèle, éligibles au refinancement de l'Institut d'Emission d'Outre-Mer de Nouvelle-Calédonie, se montent à 4.275.270 milliers de francs CFP.

<b>Passif</b> <i>en milliers de francs CFP</i>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
<b>Comptes d'épargne à régime spécial</b>	<b>27 810 965</b>	<b>27 290 591</b>
<i>Livret A</i>	9 286 676	9 511 255
<i>PEL / CEL</i>	1 233 727	1 226 924

<i>Autres comptes d'épargne à régime spécial (*)</i>	17 290 562	16 552 412
<b>Autres comptes et emprunts auprès de la clientèle (1)</b>	<b>139 518 485</b>	<b>129 288 689</b>
<b>Dépôts de garantie</b>	<b>3 886</b>	<b>3 880</b>
<b>Autres sommes dues</b>	<b>1 126 341</b>	<b>1 557 077</b>
<b>Dettes rattachées</b>	<b>1 259 568</b>	<b>1 433 533</b>
<b>TOTAL DETTES VIS-A-VIS DE LA CLIENTELE</b>	<b>169 719 245</b>	<b>159 573 770</b>

\* Les autres comptes d'épargne à régime spécial comprennent notamment les livrets ordinaires pour 17.003.167 milliers de francs CFP.

#### (1) Détail autres comptes et emprunts auprès de la clientèle

<i>en milliers de francs CFP</i>	<b>31/12/2017</b>			<b>31/12/2016</b>		
	<b>À vue</b>	<b>À terme</b>	<b>Total</b>	<b>À vue</b>	<b>À terme</b>	<b>Total</b>
Comptes ordinaires créditeurs	75 035 338	0	75 035 338	66 521 474	0	66 521 474
Autres comptes et emprunts		64 483 147	64 483 147		62 767 215	62 767 215
<b>TOTAL</b>	<b>75 035 338</b>	<b>64 483 147</b>	<b>139 518 485</b>	<b>66 521 474</b>	<b>62 767 215</b>	<b>129 288 689</b>

### 3.2.2 Répartition des encours de crédit par agent économique

<i>en milliers de francs CFP</i>	<b>Créances saines</b>	<b>Créances douteuses</b>		<b>Dont créances douteuses compromises</b>	
	<b>Brut</b>	<b>Brut</b>	<b>Dépréciation individuelle</b>	<b>Brut</b>	<b>Dépréciation individuelle</b>
Sociétés non financières	95 957 672	4 619 253	2 191 594	3 111 990	1 866 009
Entrepreneurs individuels	484 180	35 591	19 693	30 478	18 808
Particuliers	103 312 300	1 848 756	623 465	1 197 733	594 963
Administrations privées	644 403	90 381	45 529	90 339	45 491
Administrations publiques et sécurité sociale	10 188 713	317	0	30 478	18 808
Autres	2 176 982	0	0		
<b>TOTAL AU 31 DECEMBRE 2017</b>	<b>212 764 249</b>	<b>6 594 298</b>	<b>2 880 280</b>	<b>4 461 018</b>	<b>2 544 079</b>
<b>TOTAL AU 31 DECEMBRE 2016</b>	<b>221 129 147</b>	<b>5 462 203</b>	<b>2 499 059</b>	<b>3 718 647</b>	<b>1 910 203</b>

### 3.3 Effets publics, obligations, actions, autres titres à revenu fixe et variable

#### 3.3.1 Portefeuille titres

<i>en milliers de francs CFP</i>	<b>31/12/2017</b>		<b>31/12/2016</b>	
	<b>Placement</b>	<b>Total</b>	<b>Placement</b>	<b>Total</b>
Montants bruts	145 877	145 877	145 877	145 877
Créances rattachées		0		
Dépréciations	-104 878	-104 878	-95 526	-95 526
<b>Actions et autres titres à revenu variable</b>	<b>40 999</b>	<b>40 999</b>	<b>50 351</b>	<b>50 351</b>
<b>TOTAL</b>	<b>40 999</b>	<b>40 999</b>	<b>50 351</b>	<b>50 351</b>

#### Effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe

La Banque de Nouvelle Calédonie ne détient pas d'effets publics, d'obligations et autres titres à revenus fixes.

#### Actions et autres titres à revenu variable

<i>en milliers de francs CFP</i>	<b>31/12/2017</b>		<b>31/12/2016</b>	
	<b>Placement</b>	<b>Total</b>	<b>Placement</b>	<b>Total</b>
Titres non cotés	40 999	40 999	50 351	50 351
<b>TOTAL</b>	<b>40 999</b>	<b>40 999</b>	<b>50 351</b>	<b>50 351</b>

La totalité des actions et autres titres à revenu variable concerne des OPCVM de capitalisation, aussi bien en 2017 qu'en 2016.

#### 3.3.2 Evolution des titres d'investissement

La Banque de Nouvelle Calédonie ne détient pas de titres d'investissement.

#### 3.3.3 Reclassement d'actifs

L'établissement n'a pas opéré de reclassements d'actif.

### 3.4 Participations, parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme

#### 3.4.1 Evolution des participations, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme

<i>en milliers de francs CFP</i>	<b>31/12/2016</b>	<b>Augmentation</b>	<b>Diminution</b>	<b>31/12/2017</b>
Participations et autres titres détenus à long terme	4 012 189	953 472	434 919	4 530 742
Parts dans les entreprises liées	192 348	0	0	192 348
<b>Valeurs brutes</b>	<b>4 204 537</b>	<b>953 472</b>	<b>434 919</b>	<b>4 723 090</b>
Participations et autres titres à long terme	-1 138 132	-184 423	-136 936	-1 185 618
Parts dans les entreprises liées	0	0	0	0
<b>Dépréciations</b>	<b>-1 138 132</b>	<b>-184 423</b>	<b>-136 936</b>	<b>-1 185 618</b>
<b>TOTAL</b>	<b>3 066 406</b>	<b>769 049</b>	<b>297 983</b>	<b>3 537 471</b>

Tout comme au 31 décembre 2016, la Banque de Nouvelle Calédonie ne détient au 31 décembre 2017 pas de parts de sociétés civiles immobilières parmi les immobilisations financières.

Les autres titres détenus à long terme incluent notamment les certificats d'associés et d'association au fonds de garantie des dépôts (60.131 milliers de francs CFP).

Les augmentations et diminutions de titres sont essentiellement dues aux opérations de défiscalisation.

### 3.4.2 Tableau des filiales et participations

Les montants sont exprimés en milliers de francs CFP.

Filiales et participations	Capital 31/12/2017	Capitaux propres autres que le capital y compris FRBG le cas échéant 31/12/2017	Quote-part du capital détenue (en %) 31/12/2017	Valeur comptable des titres détenus au 31/12/2017		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés et TSDI en 2017	Montants des cautions et avals donnés par la société en 2017	CA HT ou PNB du dernier exercice écoulé 31/12/2017	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos) 31/12/2017	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice en 2017
				Brute	Nette					
A. Renseignements détaillés sur chaque titre dont la valeur brute excède 1% du capital de la société astreinte à la publication										
Filiales (détenues à + de 50%)										
Société Havraise Calédonienne	28 000	106 770	92,72%	192 348	192 348	483 382	0	128 434	42 568	0
B. Renseignements globaux sur les autres titres dont la valeur brute n'excède pas un 1% du capital de la société astreinte à la publication										
Certificats d'associations				27 279	28 279		0			0
Certificats d'associés				31 852	31 852		0			0
Participations dans les sociétés françaises				4 470 609	3 284 991	115 371	8 963			25 971

### 3.4.3 Entreprises dont l'établissement est associé indéfiniment responsable

La Banque de Nouvelle Calédonie n'est associée indéfiniment responsable dans aucune structure.

### 3.4.4 Opérations avec les entreprises liées

<i>en milliers de francs CFP</i>	<b>31/12/2017</b>			<b>31/12/2016</b>
	<b>Etablissements de crédit</b>	<b>Autres entreprises</b>	<b>Total</b>	<b>Total</b>
<b>Créances</b>	<b>37 949 415</b>	<b>486 912</b>	<b>38 436 327</b>	<b>54 384 218</b>
<b>Dettes</b>	<b>86 250 509</b>	<b>10 992</b>	<b>86 261 501</b>	<b>104 498 109</b>
<i>dont subordonnées</i>	<i>1 193 317</i>	<i>0</i>	<i>1 193 317</i>	<i>4 415 472</i>

Il n'y a pas de transaction significative conclue à des conditions hors marché avec une partie liée.

## 3.5 Immobilisations incorporelles et corporelles

### 3.5.1 Immobilisations incorporelles

<i>en milliers de francs CFP</i>	<b>31/12/2016</b>	<b>Augmentation</b>	<b>Autres mouvements</b>	<b>31/12/2017</b>
Droits au bail et fonds commerciaux	1 401 166			1 401 166
Logiciels	1 172 259	8 969	5 056	1 186 283
Autres	1	4 509	-4 509	1
<b>Valeurs brutes</b>	<b>2 573 426</b>	<b>13 478</b>	<b>547</b>	<b>2 587 450</b>
Droits au bail et fonds commerciaux	-749 818			-749 818
Logiciels	-1 015 482	-49 046		-1 064 527
<b>Amortissements et dépréciations</b>	<b>-1 765 300</b>	<b>-49 046</b>	<b>0</b>	<b>-1 814 345</b>
<b>TOTAL VALEURS NETTES</b>	<b>808 126</b>	<b>-35 568</b>	<b>547</b>	<b>773 105</b>



### 3.5.2 Immobilisations corporelles

<i>en milliers de francs CFP</i>	31/12/2016	Augmentation	Diminution	Autres mouvements	31/12/2017
Terrains	35 574				35 574
Constructions	520 386		-10 089	9 480	519 777
Autres	3 159 060	153 293	-18 875	-26 929	3 266 549
<b>Immobilisations corporelles d'exploitation</b>	<b>3 715 020</b>	<b>153 293</b>	<b>-28 964</b>	<b>-17 449</b>	<b>3 821 900</b>
<b>Immobilisations hors exploitation</b>	<b>133 590</b>	<b>3 789</b>	<b>-30 080</b>	<b>19 144</b>	<b>126 442</b>
<b>Valeurs brutes</b>	<b>3 848 609</b>	<b>157 082</b>	<b>-59 043</b>	<b>1 695</b>	<b>3 948 343</b>
Constructions	-401 963	-16 040	10 089		-407 914
Autres	-1 957 855	-221 137	17 500		-2 161 492
<b>Immobilisations corporelles d'exploitation</b>	<b>-2 359 818</b>	<b>-237 177</b>	<b>27 589</b>	<b>0</b>	<b>-2 569 406</b>
<b>Immobilisations hors exploitation</b>	<b>-96 749</b>	<b>-5 698</b>	<b>30 075</b>		<b>-72 372</b>
<b>Amortissements et dépréciations</b>	<b>-2 456 567</b>	<b>-242 875</b>	<b>57 663</b>	<b>0</b>	<b>-2 641 778</b>
<b>TOTAL VALEURS NETTES</b>	<b>1 392 042</b>	<b>-85 793</b>	<b>-1 380</b>	<b>1 695</b>	<b>1 306 565</b>

### 3.6 Dettes représentées par un titre

<i>en milliers de francs CFP</i>	31/12/2017	31/12/2016
Emprunts obligataires	0	2 900 102
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>2 900 102</b>

### 3.7 Autres actifs et autres passifs

<i>en milliers de francs CFP</i>	31/12/2017		31/12/2016	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Primes sur instruments conditionnels achetés et vendus	2 770	0	3 970	0
Créances et dettes sociales et fiscales	317 089	226 901	722 027	218 676
Dépôts de garantie versés et reçus	7 129	0	7 449	0
Autres débiteurs divers, autres créditeurs divers	288 575	49 164	323 525	58 723
<b>TOTAL</b>	<b>615 563</b>	<b>276 065</b>	<b>1 056 971</b>	<b>277 399</b>

### 3.8 Comptes de régularisation

<i>en milliers de francs CFP</i>	31/12/2017		31/12/2016	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Engagements sur devises	39 774	0	5 857	0
Charges et produits constatés d'avance	359 169	1 186 807	300 429	1 205 720
Produits à recevoir/Charges à payer (1)	126 087	1 193 749	187 110	1 146 262
Valeurs à l'encaissement	1 043 609	1 799 374	1 093 372	1 309 534
Autres (2)	1 012 985	84 092	1 130 692	99 667
<b>TOTAL</b>	<b>2 581 624</b>	<b>4 264 022</b>	<b>2 717 460</b>	<b>3 761 183</b>

(1) Dont notamment pour les produits à recevoir (à l'actif) : 37.676 milliers de francs CFP d'opérations non bancaires ; et pour les charges à payer (au passif) : 830.112 milliers de francs CFP concernent la rémunération du personnel, et 328.967 milliers de francs CFP concernent les services extérieurs.

(2) Dont notamment à l'actif : le compte pivot du service crédit pour 604.832 milliers de francs CFP correspondant à des dossiers de crédit en cours de traitement.

### 3.9 Provisions

#### 3.9.1 Tableau de variations des provisions

<i>en milliers de francs CFP</i>	31/12/2016	Dotations	Reprises	31/12/2017
<b>Provisions pour risques de contrepartie</b>	<b>525 033</b>	<b>179 117</b>	<b>-151 995</b>	<b>552 155</b>
<b>Provisions pour engagements sociaux</b>	<b>521 383</b>	<b>24 811</b>	<b>-2 490</b>	<b>543 704</b>
<b>Provisions pour PEL/CEL</b>	<b>11 077</b>	<b>818</b>	<b>0</b>	<b>11 895</b>
<b>Provisions pour litiges</b>	<b>336 680</b>	<b>154 673</b>	<b>-146 949</b>	<b>344 404</b>
<b>Autres provisions pour risques</b>	<b>98 662</b>	<b>0</b>	<b>-13 873</b>	<b>84 789</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 492 835</b>	<b>359 419</b>	<b>-315 307</b>	<b>1 536 947</b>

### 3.9.2 Provisions et dépréciations constituées en couverture du risque de contrepartie

<i>en milliers de francs CFP</i>	<b>31/12/2016</b>	<b>Dotations</b>	<b>Reprises</b>	<b>Utilisations</b>	<b>31/12/2017</b>
Dépréciations sur créances sur la clientèle	2 499 061	878 030	438 074	58 737	2 880 280
Dépréciations sur autres créances	1 297 415	199 498	168 110	350	1 328 453
<b>Dépréciations inscrites en déduction des éléments d'actifs</b>	<b>3 796 476</b>	<b>1 077 527</b>	<b>606 184</b>	<b>59 087</b>	<b>4 208 733</b>
Provisions sur engagements hors bilan (1)	227 664	175 254	151 995		250 923
Provisions pour risques de contrepartie clientèle (2)	297 370	3 863	0		301 233
<b>Provisions pour risques de contrepartie inscrites au passif</b>	<b>525 034</b>	<b>179 117</b>	<b>151 995</b>	<b>0</b>	<b>552 156</b>
<b>TOTAL</b>	<b>4 321 510</b>	<b>1 256 644</b>	<b>758 179</b>	<b>59 087</b>	<b>4 760 889</b>

(1) Dont risque d'exécution d'engagements par signature.

(2) Une provision pour risque est constituée sur le périmètre des engagements non douteux, inscrits au bilan ou au hors-bilan, pour lesquels les informations disponibles permettent d'anticiper un risque de défaillance et de pertes à l'échéance.

### 3.9.3 Provisions pour engagements sociaux

#### Avantages postérieurs à l'emploi à cotisations définies

Les régimes à cotisations définies concernent les régimes de retraites obligatoires gérés par la sécurité sociale et par les caisses de retraite AGIRC et ARRCO et des régimes sur complémentaires auxquels adhèrent les Caisses d'Epargne et les Banques Populaires. L'engagement de la Banque de Nouvelle Calédonie est limité au versement des cotisations (420.075 milliers de francs CFP en 2017).

#### Avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies et avantages à long terme

Les engagements de la Banque de Nouvelle Calédonie concernent les régimes suivants :

- le régime de retraite des Caisses d'Epargne, anciennement géré au sein de la Caisse Générale de Retraite des Caisses d'Epargne (CGRCE) désormais intégré au sein de la Caisse Générale de Prévoyance des Caisses d'Epargne (CGPCE) (régime de maintien de droit). Ce régime est fermé depuis le 31 décembre 1999 et les droits sont cristallisés à cette date. Le régime de maintien de droit est assimilé à un fonds d'avantages à long terme ;
- retraites et assimilés : indemnités de fin de carrière et avantages accordés aux retraités ;
- autres : bonification pour médailles d'honneur du travail et autres avantages à long terme.

Ces engagements sont calculés conformément aux dispositions de la recommandation n° 2013-R-02 de l'Autorité des normes comptables.

#### Analyse des actifs et passifs comptabilisés au bilan

<i>en milliers de francs CFP</i>	Exercice 2017				Exercice 2016			
	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies		Autres avantages à long terme	Total	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies		Autres avantages à long terme	Total
	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail		Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	
Dette actuarielle	778 835	361 697	111 036	1 251 568	767 102	361 355	113 526	1 241 983
Juste valeur des actifs du régime	-816 239			-816 239	-833 688			-833 688
Effet du plafonnement d'actifs	43 885			43 885	41 342			41 342
Ecart actuariels non reconnus gains / (pertes)	66 209	-1 717		64 492	93 398	-21 652		71 746
<b>Solde net au bilan</b>	<b>72 690</b>	<b>359 980</b>	<b>111 036</b>	<b>543 706</b>	<b>68 154</b>	<b>339 703</b>	<b>113 526</b>	<b>521 383</b>
Engagements sociaux passifs	72 690	359 980	111 036	543 706	68 154	339 703	113 526	521 383

#### Analyse de la charge de l'exercice

<i>en milliers de francs CFP</i>	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies		Autres avantages à long terme	Exercice 2017	Exercice 2016
	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	Total	Total
Coût des services rendus	2 889	25 938	8 018	36 845	33 209
Coût financier	12 483	4 187	1 509	18 179	22 090
Produit financier	-13 674			-13 674	-15 653
Prestations versées	-1 179	-13 178	-4 179	-18 536	-28 082

Ecart actuariels	-1		-8 721	-8 722	-5 970
Autres	4 017	3 329	883	8 229	12 647
<b>Total de la charge de l'exercice</b>	<b>4 535</b>	<b>20 276</b>	<b>-2 490</b>	<b>22 321</b>	<b>18 241</b>

### Principales hypothèses actuarielles

	<b>Exercice 2017</b>	<b>Exercice 2016</b>
	CGPCE	CGPCE
Taux d'actualisation	1,58%	1,65%
Taux d'inflation	1,70%	1,60%
Table de mortalité utilisée	TGH05-TGF05	TGH05-TGF05
Duration	18,4	18,9

Hors CGPCE et CAR-BP	<b>Exercice 2017</b>			<b>Exercice 2016</b>		
	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies		Autres avantages à long terme	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies		Autres avantages à long terme
	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail
Taux d'actualisation	1,66%	1,16%	0,82%	1,50%	1,11%	1,27%
Taux d'inflation	Sans objet	Sans objet	Sans objet	1,60%	1,60%	1,60%
Table de mortalité utilisée	TGH05-TGF05	TGH05-TGF05	TGH05-TGF05	TGH05-TGF05	TGH05-TGF05	TGH05-TGF05
Duration	22,4	12,8	9,5	23,1	13,60	10,1

Les tables de mortalité utilisées sont :

• TGH05/TGF05 pour les IFC, médailles et autres avantages ainsi que pour CGPCE et CARBP.

Le taux d'actualisation utilisé est issu de la courbe des emprunteurs de première catégorie (courbe « EUR Composite (AA) »).

### 3.9.4 Provisions PEL / CEL

#### Encours de dépôts collectés

<i>en milliers de francs CFP</i>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
* ancienneté de moins de 4 ans	525 671	516 350
* ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	295 735	262 114
* ancienneté de plus de 10 ans	262 547	274 362
<b>Encours collectés au titre des plans épargne logement</b>	<b>1 083 953</b>	<b>1 052 826</b>
<b>Encours collectés au titre des comptes épargne logement</b>	<b>149 774</b>	<b>174 098</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 233 727</b>	<b>1 226 924</b>

#### Encours de crédits octroyés

<i>en milliers de francs CFP</i>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
Encours de crédits octroyés	6 561	10 222
* au titre des plans épargne logement		
* au titre des comptes épargne logement	4 082	5 821
<b>TOTAL</b>	<b>10 643</b>	<b>16 043</b>

#### Provisions sur engagements liés aux comptes et plans épargne-logement (PEL et CEL)

<i>en milliers de francs CFP</i>	<b>31/12/2016</b>	<b>Dotations / reprises nettes</b>	<b>31/12/2017</b>
* ancienneté de moins de 4 ans	7 698	-2 132	5 566
* ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	1 338	1 969	3 307
* ancienneté de plus de 10 ans	816	976	1 792
<b>Provisions constituées au titre des plans épargne logement</b>	<b>9 852</b>	<b>813</b>	<b>10 665</b>
<b>Provisions constituées au titre des comptes épargne logement</b>	<b>1 415</b>	<b>-46</b>	<b>1 369</b>
Provisions constituées au titre des crédits PEL	-133	33	-100
Provisions constituées au titre des crédits CEL	-57	18	-39
<b>Provisions constituées au titre des crédits épargne logement</b>	<b>-190</b>	<b>51</b>	<b>-139</b>
<b>TOTAL</b>	<b>11 077</b>	<b>818</b>	<b>11 895</b>

### 3.10 Dettes subordonnées

<i>en milliers de francs CFP</i>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
Dettes subordonnées à durée déterminée	1 193 317	4 415 274
Dettes rattachées	23	199
<b>TOTAL</b>	<b>1 193 340</b>	<b>4 415 473</b>

La Banque de Nouvelle Calédonie a émis des prêts subordonnés remboursables souscrits par BPCE International. Ces emprunts subordonnés ont les caractéristiques suivantes :

<b>Devise</b>	<b>Date d'émission</b>	<b>Encours au 31/12/2017 en milliers de francs CFP</b>	<b>Prix d'émission en milliers de francs CFP</b>	<b>Taux</b>	<b>Majoration d'intérêts en points de base (1)</b>	<b>Date d'échéance si non déterminé</b>
EUR	29/06/2007	1 193 317	1 193 317	Euribor 3 mois	50 PB	29/06/2019
<b>TOTAL</b>		<b>1 193 317</b>	<b>1 193 317</b>			

(1) Au-dessus de l'euribor 3 mois

### 3.11 Fonds pour risques bancaires généraux

<i>en milliers de francs CFP</i>	<b>31/12/2016</b>	<b>31/12/2017</b>
Fonds pour risques bancaires généraux	392 137	392 137
<b>TOTAL</b>	<b>392 137</b>	<b>392 137</b>

### 3.12 Capitaux propres

<i>en milliers de francs CFP</i>	<b>Capital</b>	<b>Primes d'émission</b>	<b>Réserves/autres</b>	<b>Report à nouveau</b>	<b>Résultat</b>	<b>Total capitaux propres hors FRBG</b>
<b>TOTAL AU 31 DECEMBRE 2015</b>	<b>10 944 720</b>	<b>5 046 620</b>	<b>1 625 401</b>	<b>45 265</b>	<b>2 205 493</b>	<b>19 867 499</b>
Mouvements de l'exercice	1 153 224	757 284	110 274	-42 200	-727 176	1 251 406
<b>TOTAL AU 31 DECEMBRE 2016</b>	<b>12 097 944</b>	<b>5 803 904</b>	<b>1 735 675</b>	<b>3 065</b>	<b>1 478 317</b>	<b>21 118 905</b>
Affectation résultat 2016			1 481 382	-3 065	-1 478 317	0
Résultat de la période					1 634 387	1 634 387
<b>TOTAL AU 31 DECEMBRE 2017</b>	<b>12 097 944</b>	<b>5 803 904</b>	<b>3 217 057</b>	<b>0</b>	<b>1 634 387</b>	<b>22 753 292</b>

Le capital social de la Banque de Nouvelle Calédonie s'élève à 12.097.944 milliers de francs CFP et est composé de 672.108 actions ordinaires de 18.000 francs CFP de nominal.

### 3.13 Durée résiduelle des emplois et ressources

Les emplois et ressources à terme définis sont présentés selon la durée restant à courir avec créances et dettes rattachées.

<i>en milliers de francs CFP</i>	<b>31/12/2017</b>						
	<b>Inférieur à 1 mois</b>	<b>De 1 mois à 3 mois</b>	<b>De 3 mois à 1 an</b>	<b>De 1 an à 5 ans</b>	<b>Plus de 5 ans</b>	<b>Non déterminé</b>	<b>Total</b>
Créances sur les établissements de crédit	21 046 883	693 567	6 214 677	3 889 969	622 307	12 148 962	44 616 364
Opérations avec la clientèle	3 901 471	4 900 049	23 310 204	76 447 479	93 835 724	14 083 340	216 478 267
<b>Total des emplois</b>	<b>24 948 354</b>	<b>5 593 616</b>	<b>29 524 881</b>	<b>80 337 448</b>	<b>94 458 032</b>	<b>26 232 301</b>	<b>261 094 631</b>
Dettes envers les établissements de crédit	16 380 140	15 769 645	7 787 445	45 613 849	620 682	5 019 832	91 191 594
Opérations avec la clientèle	9 081 248	12 551 962	32 283 515	11 122 460	527 916	104 152 145	169 719 245
Dettes subordonnées	0	0	0	1 193 317	0	23	1 193 340
<b>Total des ressources</b>	<b>25 461 389</b>	<b>28 321 607</b>	<b>40 070 960</b>	<b>57 929 626</b>	<b>1 148 598</b>	<b>109 172 000</b>	<b>262 104 179</b>

## Note 4. Informations sur le hors bilan et opérations assimilées

### 4.1 Engagements reçus et donnés

#### 4.1.1 Engagements de financement

<i>en milliers de francs CFP</i>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
<b>Engagements de financement donnés</b>		
Ouverture de crédits documentaires	283 827	975 067

Autres ouvertures de crédits confirmés	27 993 389	31 610 557
Autres engagements	75 701	125 504
<b>En faveur de la clientèle</b>	<b>28 352 917</b>	<b>32 711 128</b>
<b>TOTAL DES ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT DONNÉS</b>	<b>28 352 917</b>	<b>32 711 128</b>

#### 4.1.2 Engagements de garantie

<i>en milliers de francs CFP</i>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
<b>Engagements de garantie donnés</b>		
Autres garanties	13 723	13 723
<b>D'ordre d'établissements de crédit</b>	<b>13 723</b>	<b>13 723</b>
Cautions immobilières	1 872 764	2 466 064
Cautions administratives et fiscales	6 778 918	6 553 049
Autres cautions et avals donnés	6 121 812	6 693 666
Autres garanties données	10 366 269	8 515 564
<b>D'ordre de la clientèle</b>	<b>25 139 763</b>	<b>24 228 343</b>
<b>TOTAL DES ENGAGEMENTS DE GARANTIE DONNÉS</b>	<b>25 153 486</b>	<b>24 242 066</b>
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit	1 039 400	1 164 354
<b>TOTAL DES ENGAGEMENTS DE GARANTIE REÇUS</b>	<b>1 039 400</b>	<b>1 164 354</b>

#### 4.1.3. Autres engagements ne figurant pas au hors bilan

	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
<i>en milliers de francs CFP</i>	<b>Engagements donnés</b>	<b>Engagements donnés</b>
Autres valeurs affectées en garantie en faveur d'établissements de crédit	4 275 270	4 197 181
<b>TOTAL</b>	<b>4 275 270</b>	<b>4 197 181</b>

Au 31 décembre 2017, les créances données en garantie dans le cadre des dispositifs de refinancement incluent plus particulièrement :

- 4.275.270 milliers de francs CFP de créances mobilisées auprès de l'Institut d'Emission d'Outre-Mer de Nouvelle-Calédonie dans le cadre du dispositif de réescompte contre 4.197.181 milliers de francs CFP au 31 décembre 2016, Aucun autre engagement significatif n'a été donné par la Banque de Nouvelle Calédonie en garantie de ses propres engagements ou pour le compte de tiers.
- Par ailleurs, la Banque de Nouvelle Calédonie n'a pas reçu de montant significatif d'actifs en garantie.

#### 4.2 Opérations sur instruments financiers à terme

##### 4.2.1 Instruments financiers et opérations de change à terme

<i>en milliers de francs CFP</i>	31/12/2017			31/12/2016		
	Couverture	Total	Juste valeur	Couverture	Total	Juste valeur
Swaps de taux d'intérêt	987 007	987 007	61 578	1 318 438	1 318 438	107 661
<b>Opérations de gré à gré</b>	<b>987 007</b>	<b>987 007</b>	<b>61 578</b>	<b>1 318 438</b>	<b>1 318 438</b>	<b>107 661</b>
<b>TOTAL OPÉRATIONS FERMES</b>	<b>987 007</b>	<b>987 007</b>	<b>61 578</b>	<b>1 318 438</b>	<b>1 318 438</b>	<b>107 661</b>
Options de taux d'intérêt	198 156	198 156	2 770	277 977	277 977	4 174
<b>Opérations de gré à gré</b>	<b>198 156</b>	<b>198 156</b>	<b>2 770</b>	<b>277 977</b>	<b>277 977</b>	<b>4 174</b>
<b>TOTAL OPÉRATIONS CONDITIONNELLES</b>	<b>198 156</b>	<b>198 156</b>	<b>2 770</b>	<b>277 977</b>	<b>277 977</b>	<b>4 174</b>
<b>TOTAL INSTRUMENTS FINANCIERS ET DE CHANGE À TERME</b>	<b>1 185 163</b>	<b>1 185 163</b>	<b>64 348</b>	<b>1 596 415</b>	<b>1 596 415</b>	<b>111 835</b>

Les montants notionnels des contrats recensés dans ce tableau ne constituent qu'une indication de volume de l'activité de la Banque de Nouvelle Calédonie sur les marchés d'instruments financiers à la clôture de l'exercice et ne reflètent pas les risques de marché attachés à ces instruments.

Les engagements sur instruments à taux d'intérêts négociés sur des marchés de gré à gré portent sur des swaps de taux pour les opérations à terme fermes, et sur des contrats de garanties de taux pour les opérations conditionnelles.

##### 4.2.2 Ventilation par type de portefeuille des instruments financiers de taux d'intérêt négociés sur un marché de gré à gré

	31/12/2017		31/12/2016	
	Micro-couverture	Total	Micro-couverture	Total
<i>en milliers de francs CFP</i>				
Swaps de taux d'intérêt	987 007	987 007	1 318 438	1 318 438
<b>Opérations fermes</b>	<b>987 007</b>	<b>987 007</b>	<b>1 318 438</b>	<b>1 318 438</b>
Options de taux d'intérêt	198 156	198 156	277 977	277 977
<b>Opérations conditionnelles</b>	<b>198 156</b>	<b>198 156</b>	<b>277 977</b>	<b>277 977</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 185 163</b>	<b>1 185 163</b>	<b>1 596 415</b>	<b>1 596 415</b>

Il n'y a pas eu de transfert d'opérations vers un autre portefeuille au cours de l'exercice.

#### 4.2.3 Durée résiduelle des engagements sur instruments financiers à terme

<i>en milliers de francs CFP</i>	31/12/2017			
	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Opérations de gré à gré	348 752	638 255	0	987 007
<b>Opérations fermes</b>	<b>348 752</b>	<b>638 255</b>	<b>0</b>	<b>987 007</b>
Opérations de gré à gré	75 087	92 137	30 932	198 156
<b>Opérations conditionnelles</b>	<b>75 087</b>	<b>92 137</b>	<b>30 932</b>	<b>198 156</b>
<b>TOTAL</b>	<b>423 839</b>	<b>730 392</b>	<b>30 932</b>	<b>1 185 163</b>

#### 4.3 Ventilation du bilan par devise

La Banque de Nouvelle Calédonie ne présente au 31 décembre 2017 aucune position significative en devises l'exposant au risque de change.

#### 4.4 Opérations en devises

La Banque de Nouvelle Calédonie ne présente au 31 décembre 2017 aucune opération en devises significative.

### Note 5. Informations sur le compte de résultat

#### 5.1 Intérêts, produits et charges assimilés

<i>en milliers de francs CFP</i>	Exercice 2017			Exercice 2016		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations avec les établissements de crédit	-49 617	-538 688	-588 305	10 630	-746 902	-736 272
Opérations avec la clientèle	8 415 441	-1 315 534	7 099 907	9 079 206	-1 799 743	7 279 463
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	-83 191	-83 191	0	-126 582	-126 582
Dettes subordonnées	0	-7 189	-7 189	0	-11 684	-11 684
Autres*	14 689	-62 608	-47 919	22 490	-79 794	-57 304
<b>TOTAL</b>	<b>8 380 513</b>	<b>-2 007 210</b>	<b>6 373 303</b>	<b>9 112 326</b>	<b>-2 764 705</b>	<b>6 347 621</b>

Les produits d'intérêts sur opérations avec les établissements de crédit comprennent la rémunération des fonds du Livret A centralisés à la Caisse des dépôts et consignations.

La dotation de la provision épargne logement s'élève à 818 milliers de francs CFP pour l'exercice 2017, contre une reprise de 154 milliers de francs pour l'exercice 2016.

#### 5.2 Revenus des titres à revenu variable

<i>en milliers de francs CFP</i>	Exercice 2017	Exercice 2016
Participations et autres titres détenus à long terme	25 971	25 971
<b>TOTAL</b>	<b>25 971</b>	<b>25 971</b>

#### 5.3 Commissions

<i>en milliers de francs CFP</i>	Exercice 2017			Exercice 2016		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations de trésorerie et interbancaire	0	-10 442	-10 442	0	-10 583	-10 583
Opérations avec la clientèle	1 098 100	-48 675	1 049 425	1 057 915	0	1 057 915
Opérations sur titres	9 615	-5 403	4 212	7 890	-2 307	5 583
Moyens de paiement	463 743	-349 120	114 623	486 877	-341 884	144 993
Opérations de change	27 527	0	27 527	10 720	0	10 720

Engagements hors bilan	46 333	0	46 333	59 127	0	59 127
Prestations de services financiers	475 973	-60 067	415 906	437 087	-40 728	396 359
<b>TOTAL</b>	<b>2 121 291</b>	<b>-473 707</b>	<b>1 647 584</b>	<b>2 059 616</b>	<b>-395 502</b>	<b>1 664 114</b>

#### 5.4 Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation

<i>en milliers de francs CFP</i>	<b>Exercice 2017</b>	<b>Exercice 2016</b>
Opérations de change	250 674	222 176
<b>TOTAL</b>	<b>250 674</b>	<b>222 176</b>

#### 5.5 Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés

<i>en milliers de francs CFP</i>	<b>Exercice 2017</b>		<b>Exercice 2016</b>	
	<b>Placement</b>	<b>Total</b>	<b>Placement</b>	<b>Total</b>
<b>Dépréciations</b>				
Dotations	-9 352	-9 352	-5 595	-5 595
<b>TOTAL</b>	<b>-9 352</b>	<b>-9 352</b>	<b>-5 595</b>	<b>-5 595</b>

#### 5.6 Autres produits et charges d'exploitation bancaire

<i>en milliers de francs CFP</i>	<b>Exercice 2017</b>			<b>Exercice 2016</b>		
	<b>Produits</b>	<b>Charges</b>	<b>Total</b>	<b>Produits</b>	<b>Charges</b>	<b>total</b>
Activités immobilières	10 948	0	10 948	9 318	0	9 318
Autres activités diverses	48 224	-50 180	-1 956	40 440	-229 716	-189 276
			-13			
Autres produits et charges accessoires	2 816	-16 370	554	6	-1 932	-1 926
<b>TOTAL</b>	<b>61 988</b>	<b>-66 550</b>	<b>-4 562</b>	<b>49 764</b>	<b>-231 648</b>	<b>-181 884</b>

#### 5.7 Charges générales d'exploitation

<i>en milliers de francs CFP</i>	<b>Exercice 2017</b>	<b>Exercice 2016</b>
Salaires et traitements	-2 162 286	-2 150 811
Charges de retraite et assimilées	-404 902	-417 467
Autres charges sociales	-415 415	-409 485
Intéressement des salariés	-178 526	-124 524
Impôts et taxes liés aux rémunérations	-32 454	-17 419
<b>Total des frais de personnel</b>	<b>-3 193 583</b>	<b>-3 119 706</b>
Impôts et taxes	-58 804	-82 492
Autres charges générales d'exploitation	-1 377 739	-1 276 895
Charges refacturées	1 925	674
<b>Total des autres charges d'exploitation</b>	<b>-1 434 618</b>	<b>-1 358 713</b>
<b>TOTAL</b>	<b>-4 628 201</b>	<b>-4 478 419</b>

L'effectif moyen du personnel en activité au cours de l'exercice, ventilé par catégories professionnelles est le suivant : 75 cadres et 278 non cadres, soit un total de 353 salariés.

#### 5.8 Coût du risque

<i>en milliers de francs CFP</i>	<b>Exercice 2017</b>					<b>Exercice 2016</b>				
	<b>Dotations</b>	<b>Reprises et utilisations</b>	<b>Pertes</b>	<b>Récupérations sur créances amorties</b>	<b>Total</b>	<b>Dotations</b>	<b>Reprises et utilisations</b>	<b>Pertes</b>	<b>Récupérations sur créances amorties</b>	<b>Total</b>
<b>Dépréciations d'actifs</b>										
Clientèle	-816 085	455 350	-135 752	12 664	-483 823	-959 595	542 145	-192 463	3 884	-606 027
Titres et débiteurs divers		0			0		1 910			1 910
<b>Provisions</b>										
Engagements hors bilan	-175 254	151 995			-23 259	-175 021	11 280			-163 741
Provisions pour risque clientèle	-3 863	0			-3 863	-62 394	1 020			-61 375
<b>TOTAL</b>	<b>-995 202</b>	<b>607 345</b>	<b>-135 752</b>	<b>12 664</b>	<b>-510 944</b>	<b>-1 197 010</b>	<b>556 355</b>	<b>-192 463</b>	<b>3 884</b>	<b>-829 233</b>
dont:										
reprises de dépréciations devenues sans objet		395 491					364 320			
reprises de dépréciations utilisées		59 859					179 736			
reprises de provisions devenues sans objet		151 995					12 300			
reprises de provisions utilisées		0								
<b>Total des reprises</b>		<b>607 345</b>					<b>556 355</b>			

## 5.9 Gains ou pertes sur actifs immobilisés

	Exercice 2017			Exercice 2016		
	Participations et autres titres à long terme	Immobilisations corporelles et incorporelles	Total	Participations et autres titres à long terme	Immobilisations corporelles et incorporelles	Total
<i>en milliers de francs CFP</i>						
<b>Dépréciations</b>						
Dotations	-184 033		-184 033	-197 630		-197 630
Reprises	136 936		136 936	120 367		120 367
<b>Résultat de cession</b>	-136 936	686	-136 250	-85 222	183	-85 039
<b>TOTAL</b>	<b>-184 033</b>	<b>686</b>	<b>-183 347</b>	<b>-162 485</b>	<b>183</b>	<b>-162 302</b>

## 5.10 Résultat exceptionnel

Aucun résultat exceptionnel n'a été comptabilisé au cours de l'exercice 2017.

## 5.11 Impôt sur les bénéfices

L'impôt sur les sociétés s'analyse ainsi :

<i>en milliers de francs CFP</i>	<b>Exercice 2017</b>
<b>Bases imposables aux taux de</b>	<b>30,00 %</b>
Au titre du résultat courant	3 124 699
<b>Bases imposables</b>	<b>3 124 699</b>
Impôt correspondant	937 410
+ CSA	423 705
+ Autres montants	177 949
- Déductions au titre des crédits d'impôts*	-498 748
<b>Impôt comptabilisé</b>	<b>1 040 316</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 040 316</b>

\*La créance liée au crédit d'impôt PTZ imputée dans le cadre de la liquidation s'élève à 218.659 milliers de francs CFP.

## 5.12 Répartition de l'activité

La Banque Nouvelle Calédonie exerce l'essentiel de ses activités dans le secteur de la Banque Commerciale et Assurance.

L'analyse géographique des indicateurs sectoriels repose par ailleurs sur le lieu d'enregistrement comptable des activités : la Banque de Nouvelle Calédonie réalise ses activités en Nouvelle-Calédonie.

## Note 6. Autres informations

### 6.1 Consolidation

En référence à l'article 4111-1 du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), en application du § 1000 in fine du règlement n° 99-07 du Comité de la réglementation comptable, la Banque de Nouvelle Calédonie n'établit pas de comptes consolidés.

Ses comptes individuels sont intégrés dans les comptes consolidés du Groupe BPCE international.

### 6.2 Honoraires des commissaires aux comptes

HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES												
	TOTAL				PricewaterhouseCoopers Audit				KPMG			
	2017		2016		2017		2016		2017		2016	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
<i>en milliers de francs CFP</i>												
<b>Audit</b>												
Commissariat aux comptes, examen des comptes individuels et consolidés	21 847	100%	19 379	100%	9 524	100%	9 219	100%	12 323	100%	10 160	100%
<b>TOTAL</b>	21 847	100%	19 379	100%	9 524	100%	9 219	100%	12 323	100%	10 160	100%
<b>Variation (%)</b>	13%				3%				21%			



### **6.3 Implantations dans les pays non coopératifs**

L'article L. 511-45-I du Code monétaire et financier et l'arrêté du ministre de l'économie du 6 octobre 2009 imposent aux établissements de crédit de publier en annexe de leurs comptes annuels des informations sur leurs implantations et leurs activités dans les États ou territoires qui n'ont pas conclu avec la France de convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscale permettant l'accès aux renseignements bancaires.

Ces obligations s'inscrivent dans le contexte mondial de lutte contre les territoires non fiscalement coopératifs, issu des différents travaux et sommets de l'OCDE, mais participent également à la prévention du blanchiment des capitaux et du financement du terrorisme.

Le Groupe BPCE, dès sa constitution, a adopté une attitude prudente, en informant régulièrement les établissements de ses réseaux des mises à jour des listes de territoires que l'OCDE a considérés comme insuffisamment coopératifs en matière d'échange d'informations en matière fiscale et des conséquences que l'implantation dans de tels territoires pouvaient avoir. Parallèlement, des listes de ces territoires ont été intégrées, pour partie, dans les progiciels utilisés aux fins de prévention du blanchiment de capitaux, et ce en vue d'appliquer une vigilance appropriée aux opérations avec ces États et territoires (mise en œuvre du décret n° 2009-874 du 16 juillet 2009). Au niveau central, un recensement des implantations et activités du groupe dans ces territoires a été réalisé aux fins d'informations des instances de direction.

Cette déclaration se base sur la liste des pays cités dans l'arrêté du 21 août 2013 pris en application de l'article 238-0-A du Code général des impôts.

Au 31 décembre 2017, la Banque de Nouvelle Calédonie n'exerce pas d'activité et n'a pas recensé d'implantation dans les territoires fiscalement non coopératifs.

### **Note 7. Rapport de gestion**

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la Banque de Nouvelle Calédonie, 10 avenue du Maréchal Foch, Nouméa (Nouvelle-Calédonie).